

## «Ce que c'est que l'exil» de Victor Hugo

Pour beaucoup d'hommes -et pour leurs peuples- la défaite des révolutions de 48 en Europe ouvre le temps de l'exil comme la sanction d'un échec, temps de souffrance, d'épreuve, au meilleur cas de sacrifice. Pour Hugo, l'exil fut un accroissement.

On s'explique aisément le contentement intérieur des premiers jours qui lui fait signer telle lettre, avec une naïveté qui l'étonne lui-même, "le proscrit satisfait"<sup>1</sup> : soulagement de qui, l'épreuve du feu passée, sait qu'il est courageux ; satisfaction du devoir accompli ; approbation intérieure de la conscience ; justification publique aussi pour un militant de fraîche date, souvent accusé d'avoir successivement rejoint tous les partis vainqueurs et dont on mettait le ralliement républicain au compte de l'ambition d'autant plus volontiers qu'il datait à peu près du moment, juin 1849, où la gauche avait perdu ses anciens chefs, emprisonnés, en fuite ou proscrits<sup>2</sup>. Ajoutons la fièvre de l'indignation, l'exaltation du combat à poursuivre par des armes qui sont maintenant les siennes -la parole et l'écriture-, l'empressement de l'accueil des Belges flattés que le plus grand poète du temps devienne leur obligé et sincèrement choqués de l'infortune de la France dont la révolution avait donné naissance à leur propre nation, le mouvement vers lui des autres proscrits comme vers une protection et un guide. Au reste, l'exil serait de courte durée, tous en étaient persuadés tant la base politique du régime était étroite -même Thiers !- et la réprobation universelle, souvent teintée d'appréhension au souvenir de l'oncle<sup>3</sup>. En janvier 52, Hugo peut écrire : "Ce n'est pas moi, monsieur, qui suis proscrit, c'est la liberté; ce n'est pas moi qui suis exilé, c'est la France [...] Moi, je ne souffre pas, je contemple et j'attends. J'ai combattu, j'ai fait mon devoir; je suis vaincu, mais heureux. La conscience contente, c'est un ciel serein qu'on a en soi"<sup>4</sup>. A quoi fait écho tel journal belge, disculpant Hugo de toute mégalomanie : "...la France n'est plus à Paris, elle est à Bruxelles avec V. Hugo [...] à qui Dieu et la France semblent avoir remis le soin de venger un grand peuple"<sup>5</sup>. Moins d'un an après, il ne reste plus grand chose de cette effervescence pleine d'espoir. Il y eut encore banquets, toasts et discours lorsque, à la demande du gouvernement belge<sup>6</sup>, Hugo quitta Bruxelles pour Jersey; rien lorsqu'il en est expulsé trois ans après<sup>7</sup> et l'histoire de son exil fut celle d'un continuel assombrissement.

---

<sup>1</sup> Voir lettre à Mme Hugo du 19 janvier 1852.

<sup>2</sup> Hugo le dit lui-même, à propos d'un co-proscrit de Jersey, M. de Treveneuc : "Il était encore au nombre de ces hommes qui doutaient de moi [...] croyant que je servais un peu tous les gouvernements, et avec une apparence de raison; me croyant ingrat à l'égard des Orléans [...] et croyant également avec une apparence de raison que je m'étais jeté dans la démocratie par esprit d'ambition et dans le but de devenir président de la République [aux élections de 1852]. Depuis, mon exil a changé tout. Alors cela lui a ouvert les yeux, comme à tous les hommes honnêtes qui [...] se rendent à l'évidence." (*Le Journal d'Adèle Hugo*, procuré par F.V. Guille, Minard, 1984, t. II, p. 210; les références seront données dans cette édition. Ajoutons que cette source est fiable : elle est souvent confirmée et jamais démentie par la correspondance, où, plus d'une fois, Hugo reprend, dans les mêmes termes, des propos tenus à son entourage -à moins que ce ne soit l'inverse.).

<sup>3</sup> Cette confiance fut brève. Dès avril Hugo écrit à Adèle : "Je me défie un peu de notre coup d'œil d'exilés et le tâche de ne pas me flatter. Après tout, que la Providence fasse ce qu'elle voudra. J'ai dix ans d'exil au service de la République." (lettre du 14 avril 1852) Dès ce moment Hugo prépare son installation, avec toute la famille, à Jersey, et la vente de son mobilier parisien.

<sup>4</sup> Lettre à André van Hasselt du 6 janvier 1852.

<sup>5</sup> Cité par Hugo dans une lettre à Adèle, sa femme, du 8 mars 1852.

<sup>6</sup> On sait qu'elle résulte de la pression diplomatique française lorsqu'est connue la publication prochaine de *Napoléon le Petit* qui paraît en juillet 1852. Mais dès avril les bruits d'une invasion française puis les menaces de rétorsion ont beaucoup tempéré la solidarité belge envers les exilés et Hugo note "L'hospitalité belge devient de plus en plus maussade pour nos co-proscrits." Puis, en mai, "Il y a une sorte de persécution contre les proscrits français, persécution à laquelle j'échappe, je ne sais trop pourquoi ni comment." (Lettres à Adèle du 25 avril 1852 et à A. Vacquerie du 8 mai 1852) C'est le moment où, renonçant à Bruxelles, Hugo se tourne vers Londres pour son projet de librairie révolutionnaire internationale et pour le *Moniteur universel des peuples*; le mandataire de l'entreprise, Trouvé-Chauvel, s'y heurte aux mêmes réticences.

<sup>7</sup> A Guernesey, l'accueil fut froid mais respectueux : on se découvre au passage de Hugo; mais il y eut des meetings en Angleterre pour protester contre l'expulsion.

A la pauvreté près<sup>8</sup>, ses souffrances furent celles des autres exilés. Isolement d'abord, d'autant plus dur à Hugo et aux siens que leur vie mondaine avait été brillante. A Bruxelles la proscription forme une société; à Jersey les Français sont une centaine<sup>9</sup>; 75 à Guernesey toutes nationalités confondues; après l'amnistie de 59, pas plus d'une dizaine et il y a quelque chose poignant dans la dignité courtoise avec laquelle Hugo quémande une visite à des amis parfois très proches. Sentiment aussi d'échec et vacuité d'une existence sans utilité: à François-Victor qui, très tôt, se plaint d'un "avenir muré", son père ne peut guère opposer que les certitudes froides d'un messianisme abstrait: "Ne parle pas d'avenir muré; pour que l'avenir vous fût muré, mes enfants, il faudrait qu'il fût muré au progrès, à la démocratie, à la liberté"<sup>10</sup>. Mais lui-même avoue: "Je ne suis [...] pas pressé, je suis triste; je souffre d'attendre, mais j'attends et je trouve que l'attente est bonne"<sup>11</sup>. Famille, surtout, asphyxiée et bientôt brisée par l'assèchement de son terreau social. Hugo avait vu dans l'exil l'occasion de la garder complète auprès de lui: "Quand nous serons réunis, écrit-il de Bruxelles, je ferai des vers, je publierai un gros volume de poésie, je m'y dilaterai le cœur, et il me semble que nous aurons des heures charmantes. Que ne suis-je à ce temps-là!"<sup>12</sup>. L'épouse n'attend pas l'amnistie pour des escapades progressivement prolongées, bruxelloises ou parisiennes; ses fils en profitent pour désertter à sa suite -"ta maison est à toi, on t'y laissera seul"<sup>13</sup>- et l'on sait la fuite affolée d'Adèle H. La communauté même des émigrés, famille et société de substitution, s'effrite sous l'effet des autorisations de retour, s'aigrit sous celui de la misère, se décompose dans l'envie ou le soupçon -on y estime le nombre des mouchards au quart de l'effectif<sup>14</sup>-, se détruit dans les dissentiments politiques avivés en querelles suicidaires par leur irréalité en l'absence de leur destinataire naturel, le peuple. A

---

<sup>8</sup> Il est vrai que Hugo n'est pas dans le besoin. Le 25 décembre 1851, il annonce à sa femme qu'il a converti ses rentes françaises en titres anglais et belges, pour les mettre à l'abri d'une éventuelle spoliation, et qu'il compte en tirer 8000 F de rente annuelle. Après avoir craint de le perdre, il conserve aussi son traitement de l'Institut (1000 F par an). Mais ses ressources les plus importantes, celles du théâtre, sont perdues et les autres deviennent incertaines. Or il a une maisonnée nombreuse et volontiers dépensière à entretenir et il sait depuis longtemps que l'indépendance financière d'un écrivain engage la qualité même de son œuvre. De là -avec un certain goût de l'austérité- les termes d'une de ses toutes premières lettres d'exil à sa femme: "...il faut vivre ici stoïque et pauvre et leur dire à tous: je n'ai pas besoin d'argent [...] Qui a besoin d'argent est livré aux faiseurs d'affaires, et perdu. Voir Dumas. Moi, j'ai un grabat, une table, deux chaises..." (11 janvier 1852). La vente aux enchères de son mobilier parisien fut tout à la fois une manifestation militante, une ressource et une précaution contre la confiscation. En revanche tous les documents indiquent que la proscription est largement indigente en raison de l'impossibilité où se trouvent la plupart des proscrits d'exercer leur métier. De là quantité d'initiatives auxquelles Hugo participe très régulièrement et avec générosité: collectes dès Bruxelles, "bazar" (vente de charité) organisé au profit des proscrits à Jersey en février 53, appel public à la solidarité des républicains "de l'intérieur" (*Actes et Paroles*, II, 4, "Appel aux concitoyens - 14 juin 1854, *Œuvres complètes*, "Politique", p. 467; les références aux œuvres seront désormais données dans cette édition) qui a rapporté, au bout de trois mois, 1300 F, selon le *Journal d'Adèle Hugo* (t. 3, p. 310). Vers 1860, Hugo décide, en règle générale, d'exiger désormais et de faire verser à la caisse de secours des proscrits les droits annexes de son œuvre (chansons par exemple, voir la lettre du 15 avril 1861 à A. Vacquerie). Ensuite, c'est au bénéfice des enfants pauvres de Guernesey qu'il verse ces revenus -ceux, par exemple, du livre de gravures tirées de ses dessins publié par l'éditeur Castel (voir lettre du 5 octobre 1862).

<sup>9</sup> Mais la fille de Hugo note dans son journal, le jour même de son arrivée: "Il ne se trouve en fait de personnages connus à Jersey que le général Le Flô."

<sup>10</sup> Lettre de V. Hugo à son fils François-Victor du 14 avril 1852.

<sup>11</sup> Lettre à Mme de Girardin du 4 janvier 1855.

<sup>12</sup> Lettre à Adèle du 17 mai 1852.

<sup>13</sup> Phrase notée par Hugo dans son agenda, entre guillemets et sans commentaire, à la date du 3 octobre 1858. (*Agendas de Guernesey*, V. Hugo, *Œuvres complètes*, édition J. Massin citée, t.10, p. 1456) Dix ans après, c'est chose faite: "Je voudrais que tous vous reprissiez en gré ce pauvre Hauteville-House, si désert sans vous. Mon cœur se remplit d'ombre quand j'entre dans vos chambres vides." (lettre à Mme Hugo, 22 novembre 1867)

<sup>14</sup> Les affaires les plus connues, mais ce ne sont pas les seules, concernent Heurtebise en 1854 et, en 1853, Hubert. Hugo a lui-même écrit le récit de cette dernière, voir *Choses vues*, *Le Temps présent V*, *Affaire Hubert* dans *Œuvres complètes*, vol. "Histoire", Laffont-Bouquins, 1987, p. 1261 et suiv. Voir aussi note suivante et cette définition de Hugo: "La Proscription est un composé de mouchards et de héros; c'est un excellent consommé dans lequel M. Bonaparte a fait ses ordures." (*Le Journal d'Adèle Hugo*, t. III, p. 160)

Hugo qui s'étonne auprès d'un partant de son intention de s'installer à Bilbao plutôt qu'à Barcelone où sont installés beaucoup de français, ce dernier répond : "C'est justement pour cela que je vais à Bilbao"<sup>15</sup>. Ne comptons pas pour rien la contrainte morale de cette société insulaire, accueillante mais rigide, pudibonde<sup>16</sup>, ni non plus l'oppression d'une surveillance policière constante, parfois ouvertement agressive<sup>17</sup>. Elle pèse sur Hugo plus que sur d'autres et s'aggrave pour lui, activement censuré, sinon de la rupture du moins du brouillage de la communication avec son public<sup>18</sup>.

Hugo se plaint peu, autant par caractère que par politique; sa mission le lui défend et ses succès lui auraient donné mauvaise grâce à le faire. Mais l'œuvre alors, aussi optimiste soit-elle, multiplie les traces d'une disposition dépressive sans exemple auparavant, se troue d'"effondrements intérieurs". A la dernière année de l'exil -Hugo ne savait pas que c'était la dernière-, le portrait de l'exilé Lord Clancharlie et l'aventure de Gwynplaine ressassent l'histoire d'un désastre : "engloutissement", "écroulement", "ruine", "résidu". On sous-estime aujourd'hui la profondeur de ces blessures et l'on met au compte de l'exagération romantique l'amertume de la plainte des exilés de 48. Bien à tort : aucun droit international n'affaiblissait le sérieux des frontières, aucune conscience mondiale leur bien fondé; ceux qui étaient loin étaient très loin, sans que la séparation soit réparée par aucune des communications modernes; surtout, le sentiment d'appartenance à une communauté -aussi vif qu'aujourd'hui sinon plus- désignait à chacun moins l'origine de son identité que le bénéficiaire dernier de son existence (cela se mesure, par exemple, à la passion de l'héritage, passion alors, non d'hériter mais de transmettre). Etre exilé, c'était vivre une vie réduite à elle-même, autant dire n'être rien.

Il existe encore à Jersey une sorte de tombeau des proscrits inconnus<sup>19</sup>; on y lit 10 noms d'exilés, morts entre avril 1853 et janvier 1856, liste déplorable qui contraste avec une autre, glorieuse : *Napoléon le Petit, Les Châtiments, Les Contemplations, La Légende des siècles, Les Misérables, William Shakespeare...* Les souffrances partagées, destructrices ici se retournent là en valeur et en sens. Le sacrifice consenti n'y suffisait pas -la preuve-, ni non plus la magie de je ne sais quelle transfiguration poétique -au nombre des exilés, Hugo n'était pas le seul écrivain. Il fallait pour que la proscription fût de lui ce qu'il y devint, que l'exil fût pour lui le lieu d'un ancrage personnel plus profond, d'une position politique plus juste, d'un accomplissement littéraire.

\*

La première fois qu'il dut songer à quitter son île, au bout de huit ans d'exil, Victor Hugo en fut, je cite, "assez contrarié". "Ma maison, écrit-il à Paul Meurice, va être finie, et au moment de m'y asseoir, voici que les médecins veulent que je voyage. Comprenez-vous ce guignon? Ce serait une absence de six semaines ou deux mois. Mais où aller? Qui est banni trouve le monde fermé. Peu importe après tout; -*alors j'aurai la tombe*. Me serais-je prédit mon avenir dans cette scène-là? Mais ne parlons plus de ce détail."<sup>20</sup> Parlons-en donc puisque Hugo ne se cite pratiquement jamais dans sa

<sup>15</sup> *Le Journal d'Adèle Hugo*, édition citée, t. III, p. 304.

<sup>16</sup> Hugo s'en amuse souvent, mais les autres proscrits s'exaspéraient dans des querelles absurdes, s'abstenant par exemple d'aller au théâtre pour ne pas devoir se lever au *Good save the Queen...*

<sup>17</sup> On ne peut pas faire mieux sur ce point que de renvoyer à l'étude très précise de Pierre Angrand, *Victor Hugo raconté par les papiers d'Etat*, Gallimard, 1961.

<sup>18</sup> Hugo en a une conscience très exacte, à preuve cette analyse subtile des différentes sortes d'exil "littéraire": "...j'ai l'exil, l'exil sombre, exil abandonné. Je n'ai même pas cet exil consolant qu'on avait sous la Restauration, ou cet exil à Coppet de Mme de Staël, cet exil paré et consolé par les correspondances de toute la presse. C'est à peine si aujourd'hui la presse française ose prononcer mon nom. *Le Siècle* a été averti pour un article fait sur moi et si demain je me cassais la jambe, Emile de Girardin oserait à peine mettre dans *La Presse*: Un accident fâcheux est arrivé à M. Victor Hugo. Hier en tombant de cheval, il s'est cassé la jambe." (*Le Journal d'Adèle Hugo*, t. III, p. 207) Il est vrai que ce commentaire date de 1854; quelques années plus tard, il ne serait plus adéquat.

<sup>19</sup> La mémoire et le savoir, relayant en quelque sorte l'exil par l'oubli, se sont longtemps détournés de ces malheureux. Il faut saluer le travail de pionnier que Sylvie Aprile a entrepris de leur consacrer et regretter que nos pages, trop générales et trop rapides, ne puissent en retenir qu'une impression diffuse.

<sup>20</sup> Lettre à Paul Meurice du 9 décembre 1858.

correspondance et que ce détail contient son destin. Voici la scène; don Carlos, futur empereur d'Allemagne menace Hernani de le mettre au ban de l'empire:

HERNANI

A ton gré,

J'ai le reste du monde où je te braverai.

Il est plus d'un asile où ta puissance tombe.

DON CARLOS

Et quand j'aurais le monde?

HERNANI

Alors j'aurai la tombe<sup>21</sup>.

Rien de surprenant à cette assimilation de l'exil et de la mort : l'exclusion de la société s'achève logiquement dans celle du cercle des vivants et Hugo avait à sa disposition cinquante autres citations de son œuvre antérieure tant elle est imprégnée d'une méditation sur l'exil, qui serait prophétique si elle n'était incomplète. Car il s'empare ici, à la faveur de la rime monde-tombe -et non sans charger le texte d'*Hernani* d'une signification jadis en attente-, de l'idée neuve que celui qui "a" le monde n'a rien de plus que celui qui "a" la tombe et même beaucoup moins, que l'exil ouvre un autre univers, plus vrai, plus habitable que celui des vivants, même tout-puissants. Idée neuve ou plutôt constatation résultant de l'expérience même de l'exil.

Elle s'exprime largement dans l'œuvre, mais souvent aussi, et au plus près du vécu, dans de simples lettres. 1855, à sa cousine, Marie Hugo, qui entre au Carmel : "Chère enfant, tu vas bientôt faire ce grand acte de sortir du monde. Tu vas t'exiler, toi aussi; tu le feras pour la foi comme je l'ai fait pour le devoir<sup>22</sup>." 1856, à Edmond About: "Un proscrit est une espèce de mort. Il peut donner presque des conseils d'outre-tombe<sup>23</sup>"; et, à Villemain : "L'exil ne m'a pas seulement détaché de la France, il m'a presque détaché de la terre et il y a des moments où je me sens comme mort et où il me semble que je vis déjà de la grande et sublime vie ultérieure<sup>24</sup>." Le sentiment d'être mort ne donne donc pas son contenu à la méditation de l'exilé; il n'est que la forme de l'accès à une évasion mystique et quotidienne dont la fin dernière, bien sûr, se trouve en Dieu -"J'habite dans cet immense rêve de l'océan, je deviens quelque peu un somnambule de la mer... je finis par ne plus être qu'une espèce de témoin de Dieu<sup>25</sup>"- mais dont la substance et la tonalité dépendent des conditions concrètes de la vie dans l'exil : transparence de la conscience garantie par le sacrifice de soi au bien, liberté d'une autonomie absolue -puisque le hors la loi n'a plus de loi qu'en lui-<sup>26</sup>, fusion dans la nature permise à qui est rejeté du monde des hommes, mais aussi communication immédiate avec l'humanité maintenant que sont dissoutes toutes les médiations sociales. Telle est l'extase de l'exil. Les œuvres la disent souvent -la contemplation religieuse de Mgr Myriel dans son jardin, les méditations de Gwynplaine- mais telle note atteste de sa réalité, avec la simplicité du plaisir : "Je suis là, j'ai deux chaises dans ma chambre, un lit de bois, un tas de papiers sur ma table, l'éternel frisson du vent dans ma vitre, et quatre fleurs dans mon jardin que vient becqueter la poule de Catherine pendant que Chougna, ma chienne, fouille l'herbe et cherche des taupes. Je vis, je suis, je contemple. Dieu à un pôle, la nature à l'autre, l'humanité au milieu. Chaque jour m'apporte un nouveau firmament d'idées. L'infini du rêve se déroule devant mon esprit, et je passe en revue les constellations de ma pensée<sup>27</sup>."

On comprend que Hugo puisse conclure, dans une autre note des mêmes années : "Je trouve de plus en plus l'exil bon.[...]Depuis trois ans -en dehors de ce qui est l'art- je me sens sur le vrai

<sup>21</sup> *Hernani*, II, 4; édition citée, "Théâtre 1", p. 580.

<sup>22</sup> Lettre du 22 juillet 1855.

<sup>23</sup> Lettre du 23 décembre 1855.

<sup>24</sup> Lettre à Villemain du 9 mai 1856.

<sup>25</sup> Lettre à Frantz Stevens du 10 avril 1856.

<sup>26</sup> Le thème alimente tout *Châtiments*, mais aussi l'échange personnel. Voir, par exemple, ceci, dans une lettre à Louise Colet (17 mars 1857): "Il me semble qu'on est bien heureux en France en ce moment. Bonheur de cloaque, mais bonheur [...]. Je ne l'envie pas ce bonheur, j'aime l'exil. Il est âpre, mais libre."

<sup>27</sup> *Carnets, albums, journaux*, dans V. Hugo, Œuvres complètes -édition chronologique publiée sous la direction de Jean Massin, C.F.L., t. 9, p. 1148.

sommet de la vie [...]. Ne fût-ce qu'à ce point de vue, j'aurais à remercier M. Bonaparte qui m'a proscrit, et Dieu qui m'a élu. Je mourrai peut-être dans l'exil, mais je mourrai accru<sup>28</sup>."

Bien plus tard, *Ce que c'est que l'exil* préface du second volume d'*Actes et Paroles - Pendant l'exil* transpose en affirmation générale cette expérience personnelle. Première page : "Un homme [...] tellement dépouillé qu'il n'a plus que sa conscience, tellement isolé qu'il n'a plus près de lui que l'équité, tellement renié qu'il n'a plus avec lui que la vérité, tellement jeté aux ténèbres qu'il ne lui reste plus que le soleil, voilà ce que c'est qu'un proscrit<sup>29</sup>." Antithèses éloquentes, mais rigoureuses : l'exclusion des liens sociaux, des propriétés et des droits dont le proscrit est victime -sa mort symbolique- se résume en une désindividualisation qui le rejette du côté de l'impersonnel sous ses trois formes : impersonnalité du nombre -où il rejoint le peuple et, au-delà, l'humanité ; impersonnalité par essence -où il rentre dans la proximité de la nature et de l'idéal ; impersonnalité dans le temps : il est l'homme du progrès parce que, dans la forclusion du présent, il est celui de la mémoire et de l'avenir. Tout le texte décline ce paradigme sans qu'il soit besoin de le commenter : 1. "Etre seul et sentir qu'on est avec tous; [...], n'avoir d'autre colère que la colère publique[...]; avoir deux âmes, son âme et la patrie. [...] [Le proscrit] rôde dans le désert et il songe aux villes, aux tumultes, aux fourmillements, aux misères..."; 2. "Ses pas le long de la mer ne sont point perdus... Il fraternise avec cette puissance, l'abîme. Il regarde l'infini, il écoute l'ignoré. La grande voix sombre lui parle. Toute la nature en foule s'offre à ce solitaire<sup>30</sup>." 3. "Le proscrit est un homme chimérique. Soit. C'est un voyant aveugle; voyant du côté de l'absolu, aveugle du côté du relatif<sup>31</sup>." Conclusion synthétique : "La seule belle chose de cette absence, c'est que lui, misérable, les misères sont venues le trouver; les naufragés ont demandé secours à ce naufragé. Non seulement les individus, mais les peuples; non seulement les peuples, mais les consciences; non seulement les consciences, mais les vérités<sup>32</sup>." Ce ne fut pas en vain, car -corollaire de l'inversion hyperbolique des valeurs au passage à l'infini- la plus grande liberté résulte de la sujétion maximale et la toute puissance du comble de la faiblesse : "... votre pouvoir et votre richesse sont souvent votre obstacle: quand cela vous quitte, vous êtes débarrassé, et vous vous sentez libre et maître; rien ne vous gêne désormais; en vous retirant tout, on vous a tout donné; tout est permis à qui tout est défendu; vous n'êtes plus contraint d'être académique et parlementaire; vous avez la redoutable aisance du vrai, sauvagement superbe. [...] La plus inexpugnable des positions résulte du plus profond des écroulements; il suffit que l'homme écroulé soit un homme juste; [...] il est bon qu'il soit accablé, ruiné, spolié, expatrié, bafoué, insulté, renié, calomnié, et qu'il résume en lui toutes les formes de la défaite et de la faiblesse, alors il est tout puissant. [...] Quelle force que ceci : n'être rien!<sup>33</sup>"

Cette force, on s'explique que Hugo revient symboliquement la puiser dans l'exil à Bruxelles et Vianden d'abord, puis à Gernesey pour y écrire *Quatrevingt-treize* lorsque la Commune et sa répression rouvrent dans la marche de l'histoire un trou aussi profond, quoique différent, que celui où Louis-Napoléon Bonaparte l'avait fait tomber.

Cet accomplissement constaté "en dehors de ce qui est l'art" rejoint donc l'œuvre, la relance et en récupère l'énergie en une spectaculaire surenchère. Car tout se passe comme si l'œuvre antérieure de Hugo avait eu le pressentiment ou le souhait d'un exil dont la réalité remplit l'attente et la dépasse. Beaucoup de ses personnages, hommes sans racines ou déplacés, étaient des exilés, mais d'un exil fortuit et inintelligible, vécu comme une fatalité. Entre *Hernani* ou *Ruy Blas* et *Gwynplaine* la différence ne tient pas à la sévérité de la catastrophe -elle est plus complète dans *L'Homme qui rit*- mais à sa nature: les deux drames montrent dans l'entreprise du héros, usurpation légitime ou légitimation usurpée, une contradiction sans issue; *Gwynplaine* va au devant d'un échec nécessaire et salutaire : "Il faut passer par les abîmes". Jean Valjean comme Gilliatt est un second Quasimodo, mais définitif et achevé, sans "à peu près". En 1851, Léopoldine était morte depuis longtemps, beaucoup des pièces des *Contemplations* étaient écrites et le titre du recueil trouvé; mais il fallut l'exil pour que

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> *Ce que c'est que l'exil*, II, édition citée, vol. "Politique", p. 398.

<sup>30</sup> *Ibid.*, VII, p. 404-405.

<sup>31</sup> *Ibid.*, X, p. 411.

<sup>32</sup> *Ibid.* XIII, p. 414.

<sup>33</sup> *Ibid.*

la superposition des dates de la mort de Léopoldine et de la mort civile de son père, divisant ensemble ces « Mémoires d'une âme », donne au recueil son architecture et son sens. Bref, la proscription ratifie l'œuvre et la dépasse avant que l'œuvre, enregistrant à son tour ce dépassement, figure en ce progrès la vie de son auteur comme un trajet porteur de sens -non pas comme un destin mais comme une Histoire. Dans cette étonnante circularité progressive, l'exil fait de Hugo son plus éclatant personnage.

\*

Est-ce cet "être de papier", création de sa propre création, qu'applaudissaient les Français à son retour en 70 et que bientôt les Parisiens assiégés, après l'avoir élu, veulent mettre à la tête de leur insurrection? Sans doute pas. Mais l'éloignement du temps et le progrès même de l'histoire, tel que ce qui était programme voire utopie semble aujourd'hui aller de soi, ont obscurci la pertinence des positions que l'exil fait prendre à Hugo et de l'action qu'il y conduit. On croit les connaître, mais du fait même qu'il est alors à l'écart de toute forme de pouvoir, on est tenté de ne pas prendre au sérieux ces phrases, d'ailleurs toujours les mêmes et d'un style désuet. Entre le grand orateur de la deuxième République et l'acteur important de la Troisième, l'Empire aurait rendu à Hugo le service de l'enchaîner à son œuvre et ses interventions politiques d'alors seraient les scories de son génie<sup>34</sup>. Rien de plus difficile, effectivement, que de les mesurer, les apprécier et les comprendre.

Elles échappent d'abord au dénombrement. *Actes et Paroles* ne retient pas tous les textes et l'on ignore leur diffusion, leur tirage en affiche ou en tract et quels journaux les reproduisent. Ils sont de surcroît doublés et relayés par une intense activité épistolaire. Pendant l'exil, la correspondance de Hugo ne se dépouille presque jamais d'un caractère politique et public -que, d'ailleurs, son contrôle par la police suffirait à lui donner : "J'ai écrit, confie-t-il à Vacquerie en 1865, une lettre [pour la statue de Beccaria] que je n'ai pas voulu envoyer aux journaux, trouvant qu'on publie trop de lettres de moi. Mais les Italiens n'ont pas été de cet avis..."<sup>35</sup>; et déjà, un an plus tôt, au même : "J'écris le moins de lettres que je peux. Vous savez pourquoi. On publie un *bonjour* signé *Victor Hugo*"<sup>36</sup>. De là également, chez Hugo, le souci de sa réputation personnelle, étendu à celle de son entourage, qui valut à Anaïs Liévenne, actrice aimée de son fils, François-Victor, une prompte reconduite au port de Jersey<sup>37</sup>. Enfin, et c'est l'essentiel, l'œuvre elle-même subit l'attraction du champ politique; certains livres s'y inscrivent d'eux-mêmes ouvertement et de plein droit -*Napoléon le Petit*, *Les Châtiments*, d'autres plus sourdement et sans qu'il soit aisé d'estimer la politisation de leur lecture et leur participation au combat, *La Légende des siècles*. Comment jauger la dette de la République envers *Les Misérables*? Bien plus, du fait même de l'exil, la seule mention du nom de Hugo prend un caractère militant -en 1865, les conférences données par Dumas sont suspendues parce qu'il y avait parlé de l'exilé. Il arriva même qu'on fit manifestation de son absence : ainsi ce fauteuil bruyamment vide, à la réunion solennelle du Comité parisien pour le Centenaire de Shakespeare, entre Berlioz, Dumas, Jules Favre, George Sand, Jules Janin, Gautier, Littré, Michelet, Leconte de Lisle et quelques autres. Impossible enfin de se fier aux précautions de l'adversaire pour estimer la puissance réelle de l'attaquant : si tout le répertoire de Hugo demeure interdit aux théâtres durant l'Empire -ce qu'oublient volontiers ceux qui tressent la couronne du martyr à Flaubert et Baudelaire- il est vrai que le reste de

---

<sup>34</sup> Ce fut longtemps la vulgate de la biographie et de la critique; elle a encore ses échos : "la véritable proscription de Hugo n'est pas celle qu'il partage avec quelques politiques, elle se veut radicalement singulière, en harmonie avec l'ordre de la nature, cosmique." (C. Chelebourg, "Poétiques à l'épreuve", *Romantisme*, n° 105, 1999/3, p. 68.) Hugo dit le contraire; expliquant à son entourage que sa destinée aurait été toute différente s'il n'avait pas d'abord été membre de la Chambre des pairs, il conclut : "Je n'aurais pas été forcément jeté dehors par le coup d'Etat. Je me serais exilé moi-même, mais je ne serais qu'un poète et non pas un homme politique." (*Le Journal d'Adèle Hugo*, t. III, p. 152)

<sup>35</sup> Lettre du 19 mars 1865; le texte de la lettre ayant été publié dans les journaux français dans une traduction de sa traduction italienne, Hugo doit le corriger... Il figure finalement dans *Actes et Paroles* (II, 1865, 2, *La statue de Beccaria*, édition citée, p. 567).

<sup>36</sup> Lettre du 22 mai 1864.

<sup>37</sup> C'est un leitmotiv des premières lettres, par exemple : "Tous les yeux aujourd'hui sont fixés sur moi. Je vis publiquement et austèrement dans le travail et les privations [...] De là un respect général qui se manifeste jusque dans les rues." (lettre à sa femme du 19 janvier 1852) . Juliette en fait les frais, qui doit retourner à une complète clandestinité, et Léonie aussi, dissuadée par Adèle sur instruction de Hugo de le rejoindre à Bruxelles.

son œuvre échappe à la censure; mais sans doute pas par indifférence ou indulgence de la part du pouvoir : le précédent de *Napoléon le Petit* et de *Châtiments* pouvait faire réfléchir -Hugo y invite explicitement le régime en 1854, lui offrant sur ce point une sorte d'armistice qui fut accepté et respecté.

Nombreuse donc et multiforme au point qu'aucun aspect de l'existence de l'exilé n'y est étrangère, son intervention politique, même réduite au corpus des *Actes et Paroles*, déconcerte aussi l'analyse par son extrême diversité. Celle des formes -appels, adresses, et déclarations, lettres publiques, discours funéraires, toasts et allocutions de toutes sortes, avec, au milieu, un poème -*Mentana*- redouble celle des destinataires : réels -réunions de proscrits, population de Jersey ou de Guernesey, républicains français-, et parfois fictifs -la *Lettre à Louis Bonaparte* s'adresse aux Anglais-, mais toujours débordés par une destination plus large, effective -l'opinion française et internationale- ou virtuelle -tout lecteur et, en droit l'humanité comme il en va de n'importe quelle texte littéraire. La variété des objets achève d'étourdir. De l'abstention recommandée pour le plébiscite sur le rétablissement de l'empire à la glorification de Georges Peabody et de tel congrès d'étudiants belges aux prodromes de la guerre de Sécession en passant par l'incarcération de Gustave Flourens en Grèce, Hugo semble intervenir sinon auprès de n'importe qui du moins auprès de tout le monde et sinon pour n'importe quoi du moins pour toutes les grandes causes dont il ne reste plus qu'à réunir la collection sous l'étiquette d'idéologie quarante-huitarde au pire, au mieux sous celle d'humanitarisme. Injures assez graves pour qu'on y réponde.

Par une périodisation d'abord. Jusqu'à la publication de *Châtiments*, la simultanéité de l'échec des révolutions républicaines et nationales en Europe, la fragilité apparente du régime en France, le nombre et la qualité des exilés, désignés par leur proscription même comme les chefs naturels du mouvement républicain, mettent Hugo en situation sinon de leader du moins d'animateur d'une contre-offensive générale, intellectuelle et politique, française et mondiale<sup>38</sup>. C'est le temps flamboyant où il rédige les attendus des mots d'ordre donnés par Londres et Bruxelles<sup>39</sup>; où il explique à Girardin, qui déjà n'en croit rien et rentre à Paris, que, très bientôt, "la quantité de pouvoir se mesurera à la quantité de proscription"<sup>40</sup>; où il entreprend de construire, basée sur Londres, Bruxelles et New-York, "une citadelle.... d'où nous bombarderons le Bonaparte"<sup>41</sup>; où il s'écrie, débarquant à Jersey : "Il faut qu'on puisse dire, en comparant Jersey à la France : c'est cette petite île qui a délivré ce grand peuple"<sup>42</sup>; où il écrit à J. Janin : "Dans le triomphe de la violence inepte sur la liberté, dans cette expulsion de l'intelligence par la force brutale, j'ai été choisi, parmi tant d'hommes qui valent mieux que moi, pour représenter l'intelligence, choisi, non par le Bonaparte qui ne sait ce qu'il fait, le pauvre imbécile, mais par la Providence que je remercie. Quel immense honneur pour moi! Enviez-moi tous, je vous représente!"<sup>43</sup>. L'union de la proscription française anticipe le moment où "tous les démocrates et tous les socialistes ne [feront] plus qu'un seul républicain"<sup>44</sup>, et celle des exilés européens préfigure les Etats-Unis d'Europe. Passant à Londres, sur le chemin de Bruxelles à

---

<sup>38</sup> Il y en a quantité de signes, par exemple l'approche de Hugo par un émissaire de la famille d'Orléans -à laquelle il ne laisse aucun espoir (lettre à Mme Hugo du 14 avril 1852)

<sup>39</sup> En particulier pour la "Déclaration à propos de l'Empire" (*Actes et Paroles*, édition citée, p. 426); mais Hugo parle également en représentant désigné des proscrits aux enterrements de Jean Bousquet et de Louise Julien.

<sup>40</sup> Voir le compte rendu de cet entretien dans la lettre de Hugo à sa femme du 19 mars 1852.

<sup>41</sup> Lettre à sa femme du 11 janvier 1852. Dans le même esprit, "Nous emportons avec nous la pensée française, et la pensée française est nécessaire au monde politique, au monde littéraire *et au monde commercial* [souligné par Hugo]." (lettre à A. Vacquerie, 18 janvier 1852) Hugo ne fabule pas et note avec intérêt les signes de l'attention dont il est l'objet de la part du régime : par exemple, en avril 1852, fuites organisées sur les interventions au sein du gouvernement pour obtenir l'annulation de sa proscription, grâce présidentielle accordée à son fils François-Victor et, bien sûr, redoublement de vigilance aux frontières après la publication de *Napoléon le Petit*.

<sup>42</sup> Hugo n'a pas conservé cette ambitieuse péroraison dans le texte de *Actes et Paroles* (édition citée, p. 423-425), elle est attestée par *Le Journal d'Adèle Hugo*, édition citée, t. I, p. 239.

<sup>43</sup> Lettre du 24 mars 1852.

<sup>44</sup> *En arrivant à Jersey, Actes et Paroles*, édition citée, p. 423.

Jersey, Hugo y rencontre Ledru-Rollin, Louis Blanc, Mazzini et peut-être Kossuth, pour une sorte de sommet, qui d'ailleurs ne va pas sans divergences<sup>45</sup>.

La seconde période, jusqu'à 1859, est celle de la résistance : à la désunion des proscrits -le groupe de Londres rompt progressivement avec celui de Jersey<sup>46</sup> mais ce dernier lui même se déchire et Hugo s'en éloigne<sup>47</sup>; à la destruction de l'espace politique antérieur, nations libres contre états despotiques, induite par l'alliance franco-anglaise avec ses conséquences générales, guerre de Crimée, et locales: cette "Anglo-France" qui chasse les proscrits de leur exil et les disperse ou offre leur amnistie en échange de leur soumission -et l'obtient souvent<sup>48</sup>. De là un déplacement de l'énonciation : faute de pouvoir demeurer le porte-parole d'une proscription affaiblie et divisée -la correspondance, sur ce point, dit ce que taisent les textes publics- Hugo parle en son nom et l'exilé exemplaire se substitue aux proscrits défaillants<sup>49</sup>.

Après l'amnistie inconditionnelle de 59, Hugo s'obstinerait dans un refus paranoïde, si la gloire de ses œuvres n'équilibrait son isolement : coup sur coup *Les Contemplations*, *La Légende des siècles* et *Les Misérables* lui ont ouvert une audience sans précédent, tout à la fois populaire et lettrée, française et mondiale. Il en use mais pour répondre, apparemment coup par coup, à des réalités politiques neuves et déroutantes : guerre de sécession, entreprises coloniales ou proprement impérialistes, tentations nationalistes en Europe comme en France. De là l'impression d'un combat "sur tous les fronts", conduit sans ordre au nom de valeurs abstraites. Illusion d'optique d'autant plus pernicieuse qu'elle discrédite rétroactivement toute l'action politique de Hugo -et celle des autres exilés, réputés rêveurs glorieux mais impénitents. On ne la corrigera qu'en l'expliquant.

Car, sous leur disparate apparent, commun à toute action complète et de longue durée, les interventions de Hugo pendant l'exil obéissent à une ligne politique simple et claire; son exécution se plie aux circonstances, mais elle reste constante, précise et logiquement rigoureuse. Trois mots d'ordre la résument -et fournissent le plan de la plupart des textes : liberté, réformes sociales, République universelle via les Etats-Unis d'Europe; mais elle se définit par leur articulation sous un double lien de condition nécessaire et suffisante : il n'y aura pas de liberté sans transformation de la société -ni de socialisme sans liberté- comme il n'y aura non plus ni liberté ni société nouvelle ailleurs que dans un espace européen unifié, ni paix en Europe autrement qu'entre nations fédérées, toutes semblablement démocratiques et socialistes. Aucun de ces points n'est original, mais leur association met Hugo en rupture avec les courants politiques qu'il entend fédérer : le premier, la liberté, l'éloigne des républicains "de l'intérieur" (J. Favre) et de tous les socialistes "apolitiques" (de Girardin à

---

<sup>45</sup> Plusieurs lettres disent, avec une naïve sincérité, ce sentiment d'appartenir à une "équipe dirigeante", telle celle-ci, pourtant tardive (19 mars 1854) à Louise Colet : "Vous ne vous doutez pas de cela à Paris; il y a des moments où le sort de ce gros continent stupide gravite autour de la poignée des proscrits et où toute l'Europe a pour pivot, sans s'en douter, une maison d'un faubourg de Londres ou une barque sur la côte de Jersey."

<sup>46</sup> Au début de mars 1854, après de nombreux échanges, par émissaires interposés, Hugo refuse avec l'accord de la proscription de Jersey de se rendre à une sorte de congrès, à Londres, auquel Ledru-Rollin invitait ("convoquait" dit Hugo) les proscrits de Belgique et de Jersey. Le désaccord concernait surtout, à en croire la correspondance de Hugo, la radicalité des mesures que prendrait la révolution future, Hugo n'acceptant ni la peine de mort, ni la confiscation des biens. On sourirait de ces prévisions irréelles sans l'histoire de la Commune.

<sup>47</sup> Il démissionne, avec plusieurs autres, de la société *La Fraternelle* en mars 1853, mais continue de fréquenter d'autres réunions de proscrits. Hugo, qui n'ignore pas ce que ces dissensions doivent à l'aigreur et au malheur, fait ce qu'il peut pour les apaiser -voir lettres à Louise Colet du 10 mai 1853 et à Madier de Montjau du 29 août.

<sup>48</sup> Par décret du 20 mars 1853, les proscrits qui reconnaîtront le gouvernement établi sont autorisés à rentrer en France. Mais il y avait déjà nombre d'autorisations individuelles et la proscription s'était divisée sur l'attitude à adopter -indifférence ou marque publique d'infamie- envers les "rentrants".

<sup>49</sup> Conduite délibérée : "Il y a un an, explique Hugo à son entourage à propos de son intervention dans l'affaire Tapner en janvier 1854, j'aurais rassemblé la proscription de Jersey et je lui aurais proposé de faire un manifeste pour sauver Charles Tapner. Cette année, j'ai préféré agir seul et voici pourquoi. Agir avec les proscrits est difficile. Je n'aurais pu rien mettre sans leur adhésion, et encore, si j'eusse travaillé même avec leur adhésion, et même avec eux, ils m'auraient accusé d'être leur chef et de vouloir les dominer. J'aime mieux agir seul; je suis débarrassé de toutes ces petites tracasseries, et puis étant seul, j'ai plus de force et la proscription arrive à me suivre d'elle-même." (*Le Journal d'Adèle Hugo*, t. III, p. 82-83)

Proudhon) ; le second, la transformation sociale, l'écarte des républicains modérés et conservateurs (J. Simon) ; le troisième, les Etat-Unis d'Europe, le sépare des militants des indépendances nationales, Italiens, Hongrois et Polonais ; les deux premiers du courant pacifiste.

L'histoire explique cette perspective comme leçon tirée de l'expérience de 48. A la République de février, Hugo reconnaît -et comment lui donner tort?- le mérite historique d'avoir, la première, opéré et maintenu la conjonction de la République et de la démocratie -de la souveraineté du peuple et de la liberté des citoyens. Lui-même y a contribué, en juin 48, au 13 juin 49, et surtout ensuite en conduisant l'alliance des modérés et des républicains-socialistes qui contraint Louis-Napoléon au coup d'Etat et sauve la République de sa ruineuse dégradation en régime autoritaire<sup>50</sup>. Même combat sous l'Empire : il s'agit d'éviter que sa "naturalisation" politique -comme Vichy pour la trahison - non seulement reporte la République aux calendes grecques, mais en pervertisse d'avance la valeur d'idéal et la dénature en la réduisant à un compromis constitutionnel pragmatique. De là, chez Hugo, une violence et une intransigeance envers "le Bonaparte" qui lui furent moins sottement que perfidement reprochées sous le nom de "querelle personnelle"; de là son hostilité à la participation des républicains aux élections, et aussi, inversement, dans une politique d'union républicaine élargie, la chaleur de l'accueil fait aux auteurs des moindres initiatives de résistance. En cela, la correspondance prolonge les textes publics et c'est l'un des aspects les plus originaux et les plus méconnus de l'exil que cette action militante patiente, attentive, quotidienne, dans des lettres par dizaines, pour remercier, approuver, encourager tout ce qui fait pièce à l'Empire, mais jamais sans que quelques mots signalent, s'il le faut, telle divergence d'opinion, évitant à la fraternité de reposer sur la confusion. Quatre cercles configurent ce vaste réseau. Celui des proches, -certains le deviennent, G. Sand par exemple-, forme une sorte de "groupe Hugo", bientôt institutionnalisé par Meurice à l'occasion du Centenaire de Shakespeare ou du *Paris-Guide* : Jules Janin, Villemain, Michelet, Sand, Sue, Louis Blanc, Dumas, Karr et, si l'on y tient, Girardin que Hugo s'efforce sans succès de maintenir dans le droit chemin<sup>51</sup>. D'autre part, la nébuleuse des confrères, poètes, écrivains et journalistes, souvent plus jeunes, que Hugo s'efforce de "politiser" : Edmond About, Paul de Saint-Victor, Frantz Stevens, Eugène Pelletan, Champfleury, Hippolyte Lucas, Jean Aicard, Alfred Sirven, Banville, Flaubert, Baudelaire<sup>52</sup>, Enfantin même. Enfin, et sans séparation nette avec les communautés visées par *Actes et Paroles*, toute une légion de personnalités, françaises ou non, glorieuse ou obscure, allant de Garibaldi à Octave Giraud, auteur d'un livre sur l'esclavage et de Barbès à Heurtelou, rédacteur du *Progrès* à Haïti.

Quoiqu'il ait, bien sûr, ses motifs propres, le programme de progrès social enregistre également les conséquences de 48. Non seulement le souvenir de Juin avait laissé la République sans bras pour la défendre au coup d'Etat, mais la régression sociale -le renvoi, par exemple, du ministre de l'Instruction Carnot, la prise en main de l'école par le parti clérical ou l'adoption de la peine de la déportation, la "guillotine sèche"-, avait trop visiblement accompagné l'involution politique et la marche à un coup d'Etat -de Bonaparte ou de la droite- pour qu'une politique républicaine pût

<sup>50</sup> Nous avons développé cette thèse dans "Hugo en 1848 : de quel côté de la barricade", *48/14-La revue du Musée d'Orsay*, n° 8 printemps 1999, RMN, 1999. Hugo lui-même explique à ses proches, au moins à deux reprises, que Louis-Napoléon a fort mal joué son jeu et laissé la partie belle à ses adversaires; moins dépensier, menant un train de vie moins royal et une politique plus attentive au sort du peuple, on lui aurait demandé de rester au pouvoir, indéfiniment (voir *Le Journal d'Adèle Hugo*, édition citée, t. I, p. 290 et t. II, p. 257-258). Il développe la même idée à propos du vote de la proposition des questeurs : la Gauche avait le choix entre un coup d'état de la droite (Changarnier, Thiers, Molé) et celui de Louis-Napoléon; elle a choisi le second et a bien fait : "la Droite aurait fait la chose légalement et personne n'aurait eu rien à dire" (*ibid.*, p. 437-438). De passage à Jersey, en septembre 1852, Caussidière formule autrement la même idée : il est certain que l'empire va se faire et s'en félicite : Bonaparte "ôtera de son titre ce lambeau de République qui la salit et qui la déshonore". (*ibid.*, t. I, p. 302)

<sup>51</sup> Après le demi-ralliement de Girardin à l'Empire, Hugo ne renoue la conversation épistolaire avec lui que dix ans après (en avril 1863), pour le remercier d'un toast, dans un banquet de *La Presse*, où il avait "évoqué les absents". Et pour le morigéner : *La Presse* rend le plus mauvais service à la liberté en se prétendant elle-même "libre". Girardin profite de la leçon et lance un autre journal : *La Liberté!* Hugo ne s'adresse plus à lui dès lors que pour lui recommander de jeunes talents.

<sup>52</sup> A qui Hugo n'est pas fâché de faire observer que la condamnation des *Fleurs du mal* le met du même bord que lui (lettre du 30 avril 1857).

continuer de dissocier l'égalité politique des citoyens de l'égalité réelle des hommes. Simple concession, dit-on parfois, en oubliant qu'elle risquait d'être politiquement coûteuse à Hugo, et le fut effectivement lors de la Commune, signe qu'il allait aussi loin que possible dans l'alliance de la bourgeoisie et du peuple et dans l'arrimage de la République à la transformation de la société. Au reste le fait que plusieurs des éléments de ce programme soient aujourd'hui acquis ou en passe de l'être -suppression de la peine de mort, droit de la femme, droit de l'enfant, instruction primaire gratuite, redistribution des revenus, généralisation de la propriété- plaiderait pour sa timidité si d'autres n'indiquaient une ambition radicale : droit au travail, suppression des armées permanentes ou de la magistrature d'Etat.

Plus méconnu encore, l'internationalisme du Hugo de l'exil ne répond à aucun bêlement pacifiste mais, très directement, à l'échec des révolutions d'Europe. Hugo l'impute explicitement, mais en privé, au faux calcul de Lamartine : en sacrifiant les insurrections étrangères au succès de la révolution en France, Lamartine les a toutes conduites au désastre. Pire qu'une chimère, la République en un seul pays fait contresens ou trahison : soit elle n'a que l'apparence d'une République, soit elle doit disparaître -et plus probablement les deux, l'histoire récente de la France vient de le prouver. L'Internationale des rois, victorieuse en 49 comme en 1815, ne peut être vaincue que par l'internationale des peuples; la dernière révolution sera européenne ou sera écrasée.

Aux premières années, cette analyse et cet espoir se soutiennent de la réalité de la proscription. Cosmopolite et soudée par l'effet même de ce qu'elle doit combattre, elle semble capable de coordonner bientôt la lutte finale et l'exil s'offre comme le creuset effectif et légitime de l'Europe future. Dans le symbolique d'abord et l'on y veille avec une touchante application. A Jersey, les étrangers -pour autant que ce mot ait un sens- participent aux délibérations et au vote des français sur la consigne à donner pour le plébiscite du 2 décembre 52; la carte d'entrée au banquet des proscrits polonais porte : "République universelle, 29 novembre 1853, Anniversaire de la Révolution de Pologne en 1830, Citoyen, La Réunion générale des proscrits républicains de toutes les nations résidant à Jersey a décidé...<sup>53</sup>"; à l'enterrement de Jean Bousquet les cordons du poêle sont tenus chacun par un représentant des quatre nations proscrites, un Polonais, un Hongrois, un Italien, un Français et le drapeau rouge fond en lui les couleurs de tous les autres<sup>54</sup>. Hugo est à l'unisson. Tous ses discours célèbrent cette unanimité et la fusion prochaine qu'elle anticipe des nations dans l'Humanité. Il commence une lettre à Herzen par : "Cher compatriote de l'exil"<sup>55</sup>, s'adresse à un émissaire prussien en lui disant "mon confrère" -au grand étonnement de sa fille qui en prend note<sup>56</sup>-, et conclut sa lettre aux membres du Comité pour le monument de Ribeyrolles à Rio-de-Janeiro en des termes qui appellent leur application à leur auteur : "Ribeyrolles vous appartient... comme à nous; de tels hommes sont à tous; leur proscription même a cette vertu de mettre en lumière la communion universelle; et quand les despotes leur ôtent la patrie, il est beau que les peuples leur donnent un tombeau<sup>57</sup>." A Bruxelles il entreprend de lancer un *Moniteur universel des peuples*, qu'il rédigerait avec Kossuth et Mazzini<sup>58</sup>; le projet avorte, mais il s'exécute, autrement, dans les textes *d'Actes et Paroles* dont les deux tiers concernent d'autres nations que la France ou leur sont adressés<sup>59</sup>. On

<sup>53</sup> Adèle II joint l'invitation à son *Journal*, t. II, p. 362.

<sup>54</sup> Détails notés par Adèle II dans son *Journal*, édition citée, t. II, p. 55.

<sup>55</sup> Lettre du 15 juillet 1860. Herzen la publie au premier numéro de son *Etoile polaire*, publié à Londres.

<sup>56</sup> *Le Journal d'Adèle Hugo*, édition citée, I, p. 288.

<sup>57</sup> Lettre du 4 novembre 1860, typique de ces lettres qui restent dans la correspondance alors qu'ils auraient pu rejoindre *Actes et Paroles*.

<sup>58</sup> Hugo n'a pas inventé cette triade. Il rapporte, dans une lettre à sa femme du 30 décembre 1851: "Je suis plus populaire ici que je ne croyais. Hier, dans un banquet de typographes, on a porté un toast aux trois hommes qui personnifient la résistance au despotisme, à Mazzini, à Kossuth, à Victor Hugo."

<sup>59</sup> Il arrive plus d'une fois que telle de ces missives soit désignée par Hugo, dans la conversation ou la correspondance, comme "ma première -ou ma seconde- aux Corinthiens". Par amusement modeste ou ironique devant le rôle qu'on lui fait jouer, mais non sans raison : il n'y avait guère d'autre modèle d'une activité spirituelle et littéraire tournée vers plusieurs communautés ferventes et persécutées, dispersées à travers le monde mais unies par le même idéal.

devine de quel cœur il accueille telle invitation de s'installer au Piémont<sup>60</sup>, telle autre en Espagne<sup>61</sup>. Et, malgré un patriotisme volontiers ombrageux<sup>62</sup>, il encourage la résistance mexicaine, félicite Juarès de sa victoire et condamne l'expédition franco-anglaise de Chine en 1861 sans aucun des scrupules qu'on avait alors pour l'honneur des armes nationales ou qu'on aurait aujourd'hui pour la vie de nos soldats.

Reste que la période est celle des nationalités voire des nationalismes et que la politique de Hugo y achoppe. Toute l'histoire récente depuis la Révolution lui montre des relations internationales déterminées par la nature des régimes : monarchies contre républiques et empires contre nations, simplement identifiées aux peuples; il croit que la paix est l'état normal et nécessaire entre républiques démocratiques -et n'a peut-être pas tort- et que toute guerre oppose les rois aux peuples soit qu'ils s'en prennent aux républiques soit qu'ils transfèrent en fausses querelles entre eux leur hostilité foncière aux peuples-nations sur lesquels ils exercent une souveraineté apatride : "Les rois, dit-il au Congrès de la paix de 1869, s'entendent sur un seul point : éterniser la guerre. On croit qu'ils se querellent; pas du tout, ils s'entraident<sup>63</sup>". Bref, Hugo pense la souveraineté -légitime lorsque le peuple l'exerce directement sur lui-même, nulle et non avenue dans tous les autres cas- et ignore ou rejette l'Etat; il conçoit bien qu'un gouvernement puisse capter à son profit telle aspiration politique - ordre, stabilité ou paix sociale - mais n'imagine pas ou exclut *a priori* qu'un Etat puisse s'affermir ou se construire sur la réalité nationale autrement que de manière républicaine et démocratique -encore serait-ce, même en ce cas, à titre précaire et dans l'attente de sa dissolution<sup>64</sup>.

Si bien que toutes les grandes circonstances des relations internationales de l'époque lui échappent. La guerre de Crimée d'abord le dérout<sup>65</sup>. Acceptable en ce qu'elle affaiblit le plus détestable des empires -le russe, suspecte dans la pérennisation d'un autre qui ne vaut guère mieux -le turc, détestable dans l'alliance contre-nature de la libre Angleterre avec le despotisme, elle est réduite par Hugo à une absurde querelle cléricale et superstitieuse, sans prendre garde qu'elle met fin aux guerres idéologiques de la Sainte-Alliance, définitivement rompue au Congrès de Paris, et ouvre une ère nouvelle d'affrontement des états-nations dans une pure politique de puissance. Tout le processus, ensuite, de l'unité italienne l'embarrasse. Impossible de refuser son appui à un mouvement

---

Hugo semble avoir été bien informé. Recevait-il des journaux du monde entier? On le croirait à l'anecdote suivante. Deschanel ayant écrit, dans *L'Indépendance belge*, la chronique d'une fête donnée, à Bruxelles, par Dumas, Hugo se plaît à signaler à Noël Parfait, secrétaire de Dumas, que cette chronique a été reproduite non seulement par *La Presse* à Paris, mais aussi à New York par le *Républicain*, à San-Francisco par le *Messenger*, à Rio-de-Janeiro par le *Correio nacional* et à Quebec par le *Moniteur canadien*. "Contez la chose à Dumas, ajoute-t-il, certain d'être mieux informé que les intéressés, [...] contez-la aussi à Deschanel qui ne sera pas fâché d'avoir été imprimé par les quatre points cardinaux". (lettre du 19 octobre 1863)

<sup>60</sup> Invitation formulée par Brofferio, voir lettre à François-Victor du 21 janvier 1852.

<sup>61</sup> Elle émanait de la Junte du salut en août 1854, comprenait tous les autres proscrits d'Europe -et fut bientôt annulée. On relèvera dans le même ordre d'idée l'étonnement ravi de Hugo voyant au banquet des *Misérables* plusieurs hommes de lettres et journalistes étrangers -voir lettre à Mme Hugo du 23 septembre 1862.

<sup>62</sup> Il y en a beaucoup de signes. Dans une conversation à Jersey en février 1854, Hugo n'exclut pas que "la révolution d'Europe commence soit par l'affranchissement de l'Italie soit par l'affranchissement de la Hongrie", mais poursuit : "Du reste, je serais extrêmement fâché que l'affranchissement de l'Europe commençât par une nation qui ne serait pas la France, car alors de quel droit la France imposerait-elle sa langue et sa nationalité aux autres pays?" (*Le Journal d'Adèle Hugo*, édition citée, t. III, p. 119-120) En 1862, commentant la réception des *Misérables*, Hugo note dans une lettre à Vacquerie : "...quelques amis blâment l'esprit de *Waterloo*. Ils seraient donc bien déraisonnables. Je dis son fait à Napoléon, durement même, mais je regagne la bataille. Faut-il s'obstiner à la perdre, comme Charras et Quinet? Quelle faute pour un parti de se dénationaliser! Cette faute-là, je ne la ferai jamais." (lettre du 23 mai 1862)

<sup>63</sup> *Actes et Paroles II, 1869, 3*, éd. Citée, p. 624.

<sup>64</sup> La formule "état-nation" qui ne désigne par elle-même que l'identité du périmètre d'une nation avec les frontières d'un état recouvre des réalités historiques très différentes : états générés par la nation (Etats-Unis, Angleterre), états-nations résultant à parts à près égales de l'initiative nationale et d'entreprises étatiques hégémoniques (France, Italie), états-nations créés sinon artificiellement du moins entièrement à l'initiative d'un état (Allemagne). Selon les cas, le rapport à l'état du sentiment national -et la nature même de celui-ci- diffèrent profondément.

<sup>65</sup> On commente ici, trop brièvement, le texte d'*Actes et Paroles, La Guerre d'Orient* (édition citée, p. 474 et suiv.).

d'indépendance nationale; impossible de le donner à des initiatives qui négligent l'indispensable unité de la révolution européenne avant de s'en détourner complètement et de demander l'unité d'un peuple à la complicité des rois.

Dès l'été 1852, Hugo s'oppose, auprès de Mazzini et des proscrits français de Londres, à l'éventualité "d'une prise d'armes en Italie ou en Hongrie" et plaide pour une révolution simultanée dans toute l'Europe<sup>66</sup>. Il ne croit ni au succès de l'entreprise -l'insurrection ratée de Milan en février 1853 lui donnera raison- ni au bien-fondé du mot d'ordre *Italia fara da se* qui contredit ouvertement l'idée même de Etat-Unis d'Europe. "Le tort de Mazzini, explique-t-il en privé, est de vouloir tout mettre dans l'Italie. Le peuple mûrira par l'idée, et quand l'idée l'aura fait mûrir, on prendra le fusil et l'on fera la Révolution en Europe<sup>67</sup>." Si bien qu'en 1856, il hésite longtemps<sup>68</sup> avant d'accorder au même Mazzini son soutien contre la récupération du mouvement d'indépendance par la monarchie sarde. Plus tard, l'entourage de Hugo ironise, en privé, sur les piteux Marengo que sont Magenta et Solférino, mais lui-même en public ne peut que s'abstenir de prononcer ces noms -comme celui, à plus forte raison, d'Aspromonte- et garde le silence aussi sur les référendums d'août 59-avril 60. Quant à l'expédition de Garibaldi, aussi ambiguë fût-elle, il faut bien y applaudir, mais Hugo n'en prend pas l'initiative et mêle la chose avec l'amende honorable des citoyens de Jersey envers lui<sup>69</sup>. Avec Mentana, Hugo retrouve le sol ferme de la guerre des rois et des prêtres contre le peuple insurgé : grand poème pour une assez petite circonstance; l'unité de l'Italie était déjà faite, sans Hugo.

Silence complet sur celle de l'Allemagne -qu'on doit constater mais qu'il serait de mauvaise méthode de commenter<sup>70</sup>. Silence aussi sur les entreprises coloniales (Kabylie, Sénégal, Cochinchine), distinctes des agressions impérialistes du Mexique et de Canton, elles clairement condamnées.

Or la même conversion des consciences à la primauté de l'idée nationale sur la forme politique de l'Etat affecte la France et ses proscrits, prenant de nouveau Hugo à contre-pied. Par conséquence

---

<sup>66</sup> Hugo rend compte de la mission qui lui avait été confiée par le groupe de Bruxelles dans une lettre à son principal animateur, Madier de Montjau, du 8 août 1852 : "J'ai représenté à Mazzini les inconvénients d'une prise d'armes actuelle en Italie ou en Hongrie et *sans la France*; je lui ai dit que nous étions unanimes sur ce point en Belgique; [...] qu'une tentative sans la France avorterait certainement [...] et amènerait certainement un redoublement de compression [...] en Belgique, en Suisse, en Piémont et en Espagne [...]. J'ai terminé l'entretien qui a duré deux heures, en lui disant que pour nous et hors de tout esprit de nationalité étroite, l'avenir était plus que jamais lié à la France [...] et que brusquer un tel avenir [...] c'était une responsabilité énorme et qu'en cas d'un mouvement prématuré et avortant, cette responsabilité pèserait sur lui et sur Kossuth."

<sup>67</sup> *Le Journal d'Adèle Hugo*, édition citée, II, 212. Hugo n'ignore pas qu'en privé Mazzini l'appelle "le grand endormeur".

<sup>68</sup> Voir la correspondance des mois d'avril et mai 1856 entre Hugo et Mazzini au tome 10 de l'édition citée des *Œuvres complètes* dirigée par J. Massin. Mais toute l'affaire demanderait une mise au point.

<sup>69</sup> Les notables de Jersey demandèrent à Hugo de participer à un meeting de soutien à Garibaldi et à la souscription lancée pour lui en Angleterre. C'était faire coup double et effacer en même temps le souvenir de l'"expioulcheune". Hugo s'y rendit de bon cœur et parla dans le sens demandé. Un toast lui donna l'occasion d'un second discours : sur l'hospitalité et la liberté anglaises. Les deux textes portent le titre *Rentrée à Jersey (Actes et Paroles*, édition citée, p. 515 et suiv.) A la fin de l'année 1863, l'échange de lettres avec Garibaldi est chaleureux, mais sous les protestations de solidarité se lit une divergence persistante sur la nécessité du recours aux armes, sur la possibilité de la révolution en un seul pays et sur la valeur intrinsèque des nationalités. Car il faut peser tous les termes destinés à Garibaldi : "Nous avons foi tous les deux et notre foi est la même. La renaissance des nations est infaillible. Quant à moi, j'ai la conviction profonde que, l'heure venue, peu de sang sera versé. L'Europe des peuples *fara da se*. Les révolutions, même les plus heureuses et les plus nécessaires, ont leur responsabilité..." (lettre du 20 décembre 1863) Effectivement. Si l'on prend garde au destin ultérieur de l'Allemagne, de l'Italie et de la Hongrie, on est fort tenté d'apprécier assez sévèrement la responsabilité historique prise par les acteurs d'une unité nationale acceptant de préférer la Nation à la République. Maintenant que les guerres sont loin et que l'Europe est faite, ne serait-il pas temps de réexaminer les aspects politiques de ce qu'on appelait, comme s'il s'était agi d'un processus naturel, « l'éveil des nationalités » ?

<sup>70</sup> Au moins ne doit-on pas l'expliquer par les anciennes positions prises dans *Le Rhin* : Hugo sait fort bien en changer -on le lui a assez reproché.

d'abord de la politique étrangère de Napoléon III, dont l'appui aux nationalités, quoique hésitant, contribue à dissoudre l'internationale des proscrits républicains et à si bien éteindre cet unique foyer des Etats-Unis d'Europe que Hugo lui-même, au Congrès de la paix de 1869 admet la nécessité de la guerre annoncée. Surtout, le tournant "libéral" de l'Empire, concomitant de l'appui donné aux unités italienne et allemande, doit se comprendre comme l'application à la France du même principe dans une politique d'union nationale. Elle s'exprime clairement dans l'annonce et la conduite de l'expédition d'Italie puis de celle du Mexique, l'éclat donné à l'exposition de 1867, la chasse aux catholiques ultramontains, les initiatives populistes envers les ouvriers, l'assouplissement des dispositions électorales falsificatrices qui justifiaient l'abstention demandée aux républicains de l'intérieur par les proscrits. Quant à ceux-ci, très symboliquement, leur amnistie sans condition est décrétée le lendemain du défilé des troupes revenues victorieuses d'Italie.

On sait comment Hugo y répond, mais il n'oppose pas le même refus à toutes les conséquences de la même politique. Le *Paris-Guide* qu'il préface contribue à faire de l'exposition de 67 une manifestation nationale, sinon d'unanimité nationale; la reprise triomphale d'*Hernani* le réintègre symboliquement à la communauté -même si *Mentana* lui vaut derechef l'interdiction de *Ruy Blas*; il ne s'indigne pas non plus, loin de là<sup>71</sup>, des pages qui lui sont consacrées dans le *Rapport sur le progrès des lettres depuis vingt-cinq ans* commandé à Gautier par l'Empereur; il doit se résoudre à laisser ses amis et ses fils ressusciter *L'Événement* dans *Le Rappel* -au titre délicieusement ambigu<sup>72</sup>. Dès lors, fait significatif, les bruits de son retour ne sont plus lancés par le gouvernement pour le discréditer, mais par ses propres amis politiques, pour l'obtenir. Hugo dément, mais en privé<sup>73</sup>, et, lorsqu'en septembre 1869 Félix Pyat en personne, l'invite à prendre avec lui le chemin de la France pour retrouver son poste de combat, il n'invoque plus que "la barrière qu'[il] s'est imposée à [lui]-même" au dernier vers des *Châtiments*<sup>74</sup>.

Cependant, à cette date, cet ultime refus ne pouvait avoir et n'eut sans doute pas d'autre effet qu'auprès du peuple pour désintéresser la France sur sort des armes impériales dans la guerre. Dans cette circonstance comme dans les précédentes, Hugo retourne le piège de l'union nationale contre son auteur, profitant des libertés offertes sans y laisser lire aucune compromission. D'autant plus aisément qu'en cela les choses étaient entendues dans tout le parti républicain. Longtemps Jules Simon, ami très proche de Hugo, avait refusé d'être candidat au Corps législatif pour ne pas devoir prêter comme élu le serment qu'il n'avait pas voulu donner comme professeur à la Sorbonne; pour les élections de 1863 il renonce à ce scrupule. Loin d'être gagnés ou même compromis, à la seule exception d'Emile Ollivier, les républicains étaient rejoints, dans une opposition larvée, par les orléanistes et par nombre de bonapartistes libéraux. L'union nationale demandée par Napoléon III s'esquissait -sans lui voire contre lui et sans dérive nationaliste.

Somme toute, en France, la ligne politique de Hugo l'avait déjà emporté<sup>75</sup>; il ne lui restait plus qu'à la confirmer, en 72 et 77, pour mériter le Panthéon; la République française serait –

<sup>71</sup> "J'en suis plus qu'ému, j'en suis attendri" écrit-il à Gautier (29 avril 1868). Ce dernier avait sans doute légèrement outrepassé la commande, mais l'Empereur devait s'y attendre.

<sup>72</sup> Et trouvé, bien sûr, par Hugo lui-même (lettre du 16 janvier 1869 à Paul Meurice). Le journal paraît le 3 mai 1869; Hugo s'était encore opposé au projet dans sa lettre à ses fils du 27 février 1868; sa lettre publique aux rédacteurs (*Actes et Paroles* (édition citée, p. 619) les encourage mais le maintient à l'écart : "je ne puis coopérer à aucun journal, de même que je ne puis accepter aucune candidature." Sur le fond, sa position était arrêtée -et expliquée- depuis ses échanges avec Girardin : la censure était telle qu'aussi frondeur fût-il un journal, par sa seule existence, coopérait avec le régime. Entre temps, la réglementation de la presse s'était beaucoup assouplie.

<sup>73</sup> Voir la lettre à Amédée de Cesena, rédacteur de la *Vogue parisienne* du 20 juillet 1867.

<sup>74</sup> Voir le texte de la lettre de Pyat et la réponse de Hugo dans *Actes et Paroles* (édition citée, p. 628).

<sup>75</sup> Fait significatif, lorsque, en décembre 1869, Charles Hugo est inculpé pour délits de presse, comme il l'avait été en 1850, son défenseur est Gambetta qui venait d'être élu au Corps législatif après s'être distingué dans le procès intenté aux journaux coupables d'avoir lancé une souscription pour un monument à Baudin, le représentant du peuple tué sur les barricades de décembre 1851. Les élections de 1871 et, d'une manière générale toute la vie politique jusqu'aux années 80, enregistrent une influence des exilés disproportionnée avec leur nombre et leur âge mais ajustée au succès de leur entreprise de mise entre parenthèse de l'Empire.

définitivement il faut croire, puisque lorsqu'elle ne mérite plus son nom on le respecte du moins en la débaptisant "Etat français"- démocratique et, bon gré mal gré, transformatrice de la société. Elle est devenue européenne par des voies que Hugo n'avait pas imaginées, et qu'il n'aurait sans doute pas même voulu imaginer. Mais qui dirait aujourd'hui que l'Europe n'a pas fait fausse route de 1850 à 1950 et qu'il n'y avait pas plus d'avenir européen dans les révolutions de 48 que dans le siècle de tourment qui les a suivis? Après tout, n'a-t-il pas fallu un siècle aussi pour qu'en France la Révolution de 89 aboutisse? Hugo est-il absurde pour avoir eu un demi siècle d'avance ici et là un siècle entier? Qu'on le regrette ou s'en réjouisse, notre France est la sienne, notre Europe aussi -même si l'histoire a pris, pour se conformer à la pensée de Hugo, des détours imprévus et infiniment regrettables.

\*

Cette longue portée de la leçon politique de l'exil rejoint la permanence intemporelle de l'œuvre; non de manière fortuite cependant, car elles se fortifient mutuellement<sup>76</sup>. L'idéal républicain leur donne sens ensemble : l'œuvre y trouve son assise idéologique, son "message", que la proscription vérifie. Le coup d'Etat tranche le débat entre l'art pour l'art et l'art pour le peuple par les faits; de là l'obstination jusqu'aujourd'hui des manuels d'histoire littéraire et des journalistes à répéter que "Hugo choisit l'exil" comme si le décret de bannissement du 9 janvier 1851 avait été signé Victor Hugo. Surtout, émise depuis l'exil, l'œuvre ne formule pas seulement l'idéal, elle le réalise et jouit seule du pouvoir de le faire. Détruite dans les faits et démentie par la défaite, la République - communauté universelle, libre, égale et fraternelle- resurgit, vivante et parfaite, dans le lien qui unit, à travers l'œuvre et l'auteur, tous ses lecteurs actuels et futurs. "Le génie est un exilé" dit Hugo dans *William Shakespeare*. A bon droit : la perfection de l'art, perfection complète : spirituelle, morale et esthétique, anticipe l'achèvement du progrès historique et "les temps incomplets où nous vivons" rejettent nécessairement loin d'eux, hors de la communauté réelle, l'œuvre et l'homme qui réalisent dès à présent son aboutissement futur. En cela le poète est prophète, bouche d'une parole venue d'au-delà de lui-même, absolument vraie et absolument intolérable en son pays.

Cette intuition n'avait pas attendu chez Hugo l'exil et la conviction républicaine. Ils lui donnent contenu concret et preuve matérielle, mais elle dérive logiquement de l'entreprise romantique elle-même. Si elle consiste bien à accomplir dans l'ordre des représentations et du langage ce que la Révolution venait d'effectuer dans l'ordre politique et social, c'est-à-dire le déplacement vers l'individu de la position de sujet occupée dans l'Ancien Régime par des instances collectives (la famille, la corporation, l'Eglise, la Cour, la Ville ou la Sorbonne), si donc est poète l'individu pleinement sujet de sa parole, on comprend que cette parole revête elle-même le caractère d'absolu revendiqué par son sujet -et que l'auteur, sauf à entrer en conflit avec Dieu -il est alors Satan ou Prométhée- se confonde ou se joigne à Lui comme son prophète. Celui que connaissait Hugo avait déjà les siens -et une Eglise de surcroît; de là beaucoup d'embarras; les romantiques sont des Moïses. En 1851, la mort de la République -qui la transfigure en idéal- et l'exil -qui transfère à l'écriture la réalité de cet idéal- font accéder Hugo à la Terre promise. Cette position poétique, il ne fallait que de l'intelligence pour la comprendre, mais, pour l'occuper et y demeurer -condition de sa validité- du génie.

---

<sup>76</sup> On s'efforce ici de résumer, trop rapidement, des développements sur l'exil comme position et lieu d'énonciation poétique déjà publiés en différents endroits, en particulier dans « La parole exilée », article « Hugo » du *Dictionnaire des littératures en langue française*, (J.-P. de Beaumarchais, D. Couty et A. Rey dir.), Bordas, 1984.